PROFITS ÉPARGNÉS, SACRIFICES IMPOSÉS

BUDGETS DE L'ÉTAT ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE 2027 : LE GOUVERNEMENT ANNONCE LA COULEUR

FAIRE LE PLEIN OU REMPLIR LE FRIGO, ON NE DEVRAIT PAS AVOIR À CHOISIR

Tout augmente sauf les salaires et les pensions. Alors que la priorité devrait être de permettre à chacun·e de vivre correctement de son travail, le gouvernement fait un autre choix en annonçant 54 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques et sociales.

HAUSSE DES PRIX, BAISSE DES DROITS ET DU NIVEAU DE VIE

Parmi les mesures d'austérité envisagées :

- gel des salaires des fonctionnaires alors qu'elles et ils ont déjà perdu 16 % par rapport à la hausse des prix ;
- 6 milliards ponctionnés sur les pensions des retraité·es qui ne suivraient plus la hausse des prix dès 1 260 euros de retraite par mois ;
- 2 milliards d'euros d'économies sur les arrêts maladie, qui feront peser un nouvel effort sur la prise en charge des malades ;
- gel des aides au logement, alors que les loyers ont augmenté de 1,6 % en un an.

Moins de prise en charge collective, c'est payer davantage de sa poche ou renoncer.

QUAND CERTAIN·ES SE SERRENT LA CEINTURE, D'AUTRES ENCAISSENT

Quand il s'agit de faire des économies, le gouvernement ne demande pas les mêmes efforts à tout le monde. Alors que les dividendes versés aux actionnaires des grandes entreprises françaises atteignent des niveaux records (61 milliards en six mois), le projet de budget pour 2027 fait un choix clair : la contribution exceptionnelle demandée aux grandes entreprises serait réduite, mais pas les 211 milliards d'euros d'aides publiques versées chaque année aux entreprises, sans contrôle ni contrepartie !

FAIRE DES ÉCONOMIES OU FAIRE D'AUTRES CHOIX ?

À force de réduire les budgets, les services publics ne peuvent plus répondre aux besoins de la population. L'enjeu n'est donc pas de savoir où il faut faire des économies, mais qui les finance. Pour la CGT, faire contribuer davantage les grandes entreprises, les hauts revenus et les patrimoines les plus importants, et conditionner les aides publiques aux entreprises permettrait de dégager des recettes pour développer les services publics sur le territoire, dégeler le point d'indice des agent·es et financer les investissements indispensables à la lutte contre le changement climatique. Il faut par ailleurs augmenter tous les salaires, dont le Smic : le net pour le mois et le brut, garant de notre Sécurité sociale, pour la vie.

Rendez-vous le 29 septembre, pour peser sur les choix budgétaires

Toutes les organisations syndicales de la fonction publique appellent les personnels à se mobiliser pour d'autres choix budgétaires et l'augmentation des salaires.

Parce que ces choix touchent directement à nos vies, ils ne peuvent pas se décider sans celles et ceux qui en subiront les conséquences.

Les semaines qui viennent seront donc décisives pour faire entendre d'autres priorités, notamment le renforcement de notre protection sociale et de nos services publics mais aussi l'augmentation des salaires et des pensions. Ce débat doit avoir lieu dans les entreprises et les services. Échanger entre collègues, discuter des conséquences de ces annonces et participer aux initiatives et mobilisations permet de construire collectivement le rapport de force nécessaire pour peser sur les choix budgétaires.

Retrouvez ici le lieu de rassemblement le plus proche de chez vous

La CGT – 23/10/2026 – Ne pas jeter sur la voie publique